

Saint-Brévin ou la décomposition accélérée de la démocratie française

écrit par Christine Tasin | 13 mai 2023



Je vous invite à lire cet article d'Atlantico qui pose publiquement de bonnes questions, notamment sur l'immigration, ce que Macron entend même nous interdire.

CRISE DÉMOCRATIQUE

Saint-Brévin ou la décomposition accélérée de la démocratie française (et les coupables sont TRÈS nombreux)

Alors que le maire de Saint-Brévin jette l'éponge après avoir été harcelé en raison de la construction d'un centre de migrants, le danger venu de l'extrême-droite se fait plus visible. Mais que dire de la responsabilité de ceux qui revendiquent le droit à l'insurrection ou à la désobéissance civile ou de ceux qui se drapent dans la légitimité de leur élection ou de leur expertise supposée pour mieux ignorer la volonté populaire ?

Atlantico : Alors que le maire de Saint-Brévin jette l'éponge après avoir été harcelé en raison de la construction d'un centre de migrants, le danger venu de l'extrême-droite se fait plus visible. Quelle est la responsabilité de l'extrême droite dans la décomposition de la démocratie française ? Et notamment, mais pas seulement, en raison de son obsession migratoire ?

Frédéric Mas : Il est évident que chaque formation politique a un intérêt certain à exploiter les aspects anxiogènes de l'immigration à des fins politiques. Par conséquent, il est indéniable que chacun porte une part de responsabilité dans ce domaine. En exagérant et en se concentrant exclusivement sur les aspects négatifs de l'immigration et sur les tensions sociales et politiques qu'elle engendre, ces formations peuvent créer des divisions au sein de la société. Je tiens à souligner qu'il ne s'agit pas uniquement du monopole de

l'extrême droite, car cette rhétorique se retrouve également dans le discours courant, y compris au sein des partis de centre autoritaire. Il est donc important de noter cette volonté et cette **instrumentalisation de la question de l'immigration comme un outil politique, alimentant la peur et suscitant l'angoisse, dans le but évident de gains électoraux.** Ainsi, une part de responsabilité leur incombe.

Cependant, il convient également de prendre en considération un autre élément : la montée indéniable de l'extrême droite en France n'est pas simplement un symptôme, mais aussi une conséquence réelle de l'absence de réponses sérieuses à la question de l'immigration depuis plus de 40 ans. De plus, le discours commun des formations politiques, y compris celles de tendance extrême-droite, a largement contribué à la forte demande de mesures politiques autoritaires dans ce domaine.

Luc Rouban : **La décomposition non pas de la démocratie française mais du tissu politique français est déjà bien avancée.** Dans ce contexte, la relation non seulement avec les élus mais également avec les fonctionnaires s'est dégradée à la fois par la perte du lien de confiance mais également par la disparition du respect dû à l'autorité publique. Les maires de petites communes se font agresser verbalement et même physiquement de plus en plus souvent. Mais il en est de même des enseignants, des personnels hospitaliers ou des policiers. L'affaire de Saint-Brévin relie cette violence à la contestation par l'extrême-droite de la mise en place d'un centre d'accueil pour migrants. L'extrême-droite, historiquement, a toujours été marquée par le recours à des procédés violents. Donc je dirais que celle-ci, bien qu'à la recherche d'une certaine notabilisation au sommet et notamment à l'Assemblée nationale, est restée fidèle à elle-même à la base. **L'extrême-droite n'est pas à l'origine de cette décomposition mais elle en profite,** quitte à retourner à ses vieux démons.

Au-delà de la question migratoire, même si elle occupe une

place prépondérante, quels sont, selon vous, les rôles néfastes de l'extrême droite sur la démocratie ?

Frédéric Mas : Il convient d'abord de clarifier ce que l'on entend par « extrême droite ». Ce terme englobe un large éventail, allant des groupuscules marginaux violents jusqu'aux formations politiques institutionnellement reconnues. Généralement, on inclut dans cette catégorie l'extrême droite composée de formations néonazies, toxiques et marquées par la violence, ainsi que des partis comme le Rassemblement national, qui représente une formation national-populiste, selon l'expression de Pierre-André Taguieff. Il est important de faire une distinction entre ces deux catégories. Les groupuscules violents de l'extrême droite sont marginaux et résiduels, et ils représentent un danger, comme tout groupe qui prétend intervenir dans le débat public par la violence et chercher à renverser violemment le régime ou à attaquer les institutions.

En revanche, les formations politiques reconnues qui respectent les règles de la démocratie, comme le Rassemblement national, ont une position différente. Elles participent au débat public en respectant les principes démocratiques, même si leurs idées et leurs combats peuvent être controversés. Elles respectent les institutions démocratiques et s'inscrivent dans le cadre du jeu politique démocratique. Bien sûr, il existe une différence culturelle entre ces formations et les autres, et cette différence peut évoluer avec le temps. Le Rassemblement national d'aujourd'hui n'est pas le Front national d'origine. Il est important de prendre en compte le chemin parcouru depuis la naissance du Rassemblement national. De nombreux événements se sont produits depuis lors.

Il est souvent facile de pointer du doigt l'extrême droite, mais quel est, à l'opposé de l'échiquier politique, la responsabilité de l'extrême gauche, notamment lorsqu'elle revendique une forme de droit à l'insurrection au nom de sa vérité ?

Frédéric Mas : En effet, il est facile de mettre en avant les cas de violence de l'extrême droite devant les médias. Cependant, il s'agit d'un phénomène plus général, qui concerne la brutalisation des relations sociales et politiques dans notre pays. La violence en politique et les aspirations à des solutions radicales sont malheureusement partagées par l'ensemble du spectre politique. Comme vous l'avez souligné, l'utilisation de la violence et de l'intimidation est également une caractéristique de l'ultra-gauche. Nous l'avons encore vu lors des manifestations contre les réformes des retraites, avec des actes de vandalisme, des affrontements violents avec les forces de l'ordre et des intimidations envers les élus. Ces pratiques se répètent systématiquement dans les manifestations politiques, quel que soit le camp concerné.

Par ailleurs, c'est toujours intéressant d'écouter les interventions de Mélenchon et de constater que, dans leur stratégie politique et électorale, ils ont clairement exprimé leur ambition de tout politiser et de créer des conflits pour exister politiquement. Leur objectif est d'introduire de la dissension partout, de polariser les débats et de cultiver une approche politiquement insurrectionnelle. Cette approche va à l'encontre de l'esprit démocratique qui suppose normalement des discussions rationnelles entre différents groupes d'intérêts et concurrents. Cette tactique dissout complètement ces principes et normalise la violence comme pratique courante pour accéder au pouvoir et réaliser leurs ambitions.

Il est important de noter que cette brutalisation ne se limite pas à l'extrême gauche. On pourrait également interroger la responsabilité du centrisme autoritaire de la Macronie dans ce phénomène. Le pouvoir technocratique, de manière autoritaire, impose certaines réformes et n'hésite pas à hystériser le débat en utilisant des lignes de fracture et en désignant des coupables. Cette attitude contribue à la brutalisation des rapports politiques. Il est intéressant de souligner

l'hypocrisie de certaines déclarations publiques du président Macron, car il porte également une part de responsabilité dans cette situation de brutalisation des rapports politiques actuels.

[...]

[Lire la suite sur Atlantico](#)

[Saint-Brévin ou la décomposition accélérée de la démocratie française \(et les coupables sont TRÈS nombreux\)](#)

Luc Rouban est directeur de recherches au CNRS et travaille au Cevipof depuis 1996 et à Sciences Po depuis 1987.

Frédéric Mas est journaliste à la rédaction de Contrepoints.org. Après des études de droit et de sciences politiques, il a obtenu un doctorat en philosophie politique (Sorbonne-Universités).